



Enseignement général module géopolitique

**La nature des évolutions des relations russo-américaines
depuis la fin de la guerre froide**

Directrice de séminaire : **Isabelle FACON**

Année : 2004 / 2005

Présenté par: **AL-SERHAN Khaled**

Sommaire

<u>INTRODUCTION</u>	02
----------------------------	----

CHAPITRE I

LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES DANS L'APRES GUERRE FROIDE : LA NOSTALGIE RUSSE DU CONDOMINIUM SOVIETO-AMERICAIN.

1-1 Les relations historiques entre grandes puissances	04
1-2 L'élargissement de L'OTAN	07
1-3 L'intervention du Kosovo	09
1-4 La problématique du désarmement	10
1-5 BUSH-POUTINE le retour du dialogue d'égal à égal ?	14
1-5-1 La doctrine de BUSH	14
1-5-2 La politique de POUTINE	15

CHAPITRE II

L'IMPACT DU 11 SEPTEMBRE ET LES ENJEUX GLOBAUX DES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES : GRANDE ALLIANCE OU RIVALITE ?

2-1 Une grande alliance contre le terrorisme	19
2-2 Vers une négociation sur la Corée du Nord	21
2-3 L'Iran pierre d'achoppement	23
2-4 La fracture due au conflit Irakien	25
2-5 Les rivalités dans le Caucase	27
2-6 La lutte pour l'influence dans L'Asie centrale	30

<u>CONCLUSION</u>	34
--------------------------	----

<u>ANNEXES</u>	38
-----------------------	----

INTRODUCTION

GUERRE FROIDE : « guerre improbable, paix impossible » ¹, pour fixer leurs hégémonies respectives à la fin de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis et l'URSS s'engagent dans un conflit qui dura une quarantaine d'années.

L'expression « guerre froide » fut utilisée pour la première fois par le journaliste Herbert BATARD-SWOPE pour un discours qu'il écrivit en 1947.

Les objectifs des deux puissances étaient respectivement. Pour l'URSS de conserver et d'étendre son idéologie, base de sa création, en se constituant et en préservant un espace économique et militaire, pour les Etats-Unis d'assurer leur main mise économique et militaire sur le monde occidental, notamment au travers du plan MARSHALL.

Le conflit en résultant entraîna la construction du « Rideau de fer ». Cette période fut néanmoins ponctuée de conflits sanglants entre pays sous dépendance de l'une ou l'autre nation (Corée de nord, Indochine, Amérique latine, Andésine, Vietnam, etc...) ou de crises telles qu'en Afrique du sud, à Cuba ou au Chili.

Cette confrontation entraîna une course aux armements qui finalement se termina par la « mise à genoux » économique de l'URSS qui ne pouvait plus soutenir le rythme des investissements imposé par les Etats-Unis.

Le jeu symbolique de la guerre froide se termina par la chute du mur de Berlin en octobre 1989 puis par le démantèlement de l'URSS au début des années 1990.

Ce bouleversement entraîna un changement dans les relations où « la rivalité entre deux systèmes ne pouvait plus être considérée comme la principale tendance » et où « la coopération fit place à la compétition ».

Dans ce domaine je me propose d'analyser la situation actuelle de la nature des évolutions des relations russo-américaine depuis la fin de la guerre froide.

¹ Raimond ARON, le Grand Schisme, Paris, Gallimard 1948, p 338

CHAPITRE I

LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES DANS L'APRES GUERRE FROIDE : LA NOSTALGIE RUSSE DU CONDOMINIUM SOVIETO-AMERICAIN.

Il est important d'analyser les rapports complexes qui régissent les relations entre les deux puissances, notamment les alliances militaires, les armements de dissuasion, la politique extérieure commune.

Pour comprendre cette nouvelle situation, il est aussi nécessaire de situer les relations historiques qui ont prévalu avant la fin de la guerre froide.

1-1 Les relations historiques entre grandes puissances

Des coopérations militaires entre l'URSS et les Etats-Unis au travers de la fourniture d'armements, et l'alliance entre Staline et Churchill dans leur lutte contre HITLER montrent une coopération au travers d'intérêts communs.

Les Etats-Unis perçoivent dès la fin de la seconde guerre mondiale la menace totalitaire que fait peser l'URSS sur le reste de monde.

La duplicité de Staline fut mise en évidence lors de sa mainmise sur la Pologne et la Yougoslavie, très vite, la méfiance arrive et des dissensions apparaissent entre Staline et ses anciens alliés.

La guerre froide commence à cette époque (5 mars 1946) et entraîne la création de deux alliances militaires très importantes, soit d'une part l'organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) le 4 avril 1949 qui regroupe les forces de l'ouest et d'autre part l'organisation du traité de Varsovie (surnommée pacte de Varsovie) qui regroupe les pays fédérés au bloc communiste².

² www.guerrefroide.34sp.com/pages/organismes

La course aux armements qui en découle entraîne des dépenses militaires de recherche, développement et fabrication qui se montaient rien que pour les Etats-Unis à 5,5 trillions de dollars.

Les Etats-Unis et l'URSS possèdent alors au début des années 1990 un arsenal d'environ 50000 ogives nucléaires.

La crise des missiles à Cuba marqua en octobre 1962 un temps de très forte tension entre les puissances. Khrouchtchev doublait l'arsenal stratégique de l'URSS et tentait d'obtenir le retrait des missiles américains basés en Turquie.

Le mur de Berlin fut construit pour isoler les secteurs américains, anglais et français du reste de l'Allemagne de l'est, il marque un pas idéologique important quand en 1961, le gouvernement berlinois décide sa construction à fin d'empêcher la fuite de Berlinois cherchant refuge à l'ouest.

Le lancement du satellite SPOUTNIK marqua le départ du développement des missiles en URSS. En faisant ressortir son avantage technologique, l'URSS avertissait le « monde libre » qu'elle n'avait plus besoin d'avions pour envoyer ses bombes atomiques, l'initiative de défense stratégique lancée par le président des Etats-Unis Ronald Reggan mit un terme à cette politique.

La technologie et les coûts induits mettent un terme à cette politique. En 1985 le président Mikhaël Gorbatchev instaure la démocratie en créant un parlement élu, la conséquence est la prise de pouvoir par les ennemis de communisme dont Boris Eltsine.

La période de la guerre froide a vu exploser les rivalités entre les Etats-Unis et l'URSS, qui les a conduit, pour des raisons de prestige international et de méfiance réciproque, à une course à l'armement sans précédent. Il s'agissait alors pour les deux superpuissances d'affirmer leur leadership sur leurs alliés respectifs, l'augmentation des arsenaux étant renforcée par les peurs et les manœuvres de désinformation de chacun ; les seuls freins à cette escalade étaient constitués des limites financières acceptables par chaque pays et les risques accrus de conflit majeur et de dévastation pour la planète. Le 8 décembre 1953, Eisenhower, Président des États-Unis d'Amérique, propose à l'ONU la création d'une agence internationale

chargée de contrôler l'utilisation des matières nucléaires. Le statut de l'AIEA est approuvé le 23 octobre 1956 par 81 pays. Il rend l'AIEA responsable du contrôle de la bonne application de la sécurité et de la protection des personnes ainsi que du transfert des technologies nucléaires. Elle entre officiellement en fonction le 29 juillet 1957.

De 1957 à 1962, les tensions entre les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS, rendent l'application du statut de l'AIEA impossible. Il faudra attendre la crise des missiles cubains pour que les deux superpuissances commencent à vouloir contrôler leurs armements nucléaires. En 1968, avec la ratification du Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), l'AIEA devient le responsable de la surveillance de la bonne application du traité. Ce traité empêche les états signataires d'augmenter leur nombre d'armes nucléaires et pour ceux qui n'en ont pas de ne pas chercher à en avoir. Abordé sous cet angle le TNP s'avère donc particulièrement favorable aux deux super-puissances qui confortent leur domination et ne subissent aucune restriction dans leurs ambitions stratégiques.

Une succession d'accords

L'avenir de la domination américano-soviétique étant désormais mieux assuré, ces deux Etats décident alors de lancer un cycle de négociations visant à limiter la croissance de leurs arsenaux qui pèsent toujours plus lourdement sur leurs budgets.

En annexe du TNP, plusieurs autres traités et négociations ont eu lieu. Soit ils visent à stopper ou réduire l'armement nucléaire, soit à le bannir complètement :

- SALT I et II, Strategic Arms Limitation Treaty, sont signés en 1972. Les traités SALT visaient non pas à réduire mais seulement à limiter le nombre d'ogives nucléaires et de vecteurs.
- ABM, l'Anti Ballistic Missil (Traité sur les défenses anti-missiles) a complété en 1972 le traité SALT 1. L'objectif était de réduire le développement de systèmes capables de détruire des missiles stratégiques.
- START I et II, Strategic Arms Reductions Talks, le traité fut ratifié en juillet 1991. Au sortir de la chute du bloc soviétique, ces accords marquèrent une nouvelle tendance dans l'évolution de la situation nucléaire mondiale avec cette fois-ci une réduction des stocks.

- CTBT, traité d'interdiction complète des essais nucléaires, fut signé le 24 septembre 1996 à New York. Actuellement, seuls 2 états dotés, officiellement, de l'arme nucléaire n'ont pas ratifié le traité : la Chine et les Etats-Unis.

En 1989, la chute du mur de Berlin fragilise l'union soviétique, en décembre 1991, Gorbatchev avoue sa défaite, le drapeau rouge de l'union soviétique cède sa place au drapeau tricolore de la Russie.

Cette relation de « grand à grand », qui structurait les équilibres du monde, était très gratifiante pour la Russie. Le fait de ne plus être le deuxième pôle, de ne plus être « l'autre superpuissance », l'a rendue très nostalgique du condominium russo-américain. Il s'agit là d'une raison fondamentale de ses réactions négatives à un certain nombre d'événements dans les années 1990, événements qu'elle a interprétés comme traduisant l'hégémonisme des Etats-Unis.

1-2 L'élargissement de l'OTAN

L'élargissement de l'OTAN a eu un impact crucial sur les relations russo-américaines. Du point de vue de la Russie, l'adhésion, en mars 1999, de la Pologne, de la Hongrie et de la République tchèque à l'OTAN est une menace potentielle pour elle. Car pour les dirigeants russes, l'OTAN reste une réalité hostile. La Russie n'est pas susceptible d'être attaquée, mais elle fait preuve de méfiance tout en tenant la puissante organisation à distance. Notamment lorsqu'en 1997 à Paris, selon l'Acte Fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelle entre la Russie et l'OTAN, cette dernière a déclaré officiellement que la Russie n'est plus un adversaire³. L'OTAN et la Russie s'engagent ainsi à construire ensemble une paix durable dans la région euro-atlantique grâce à un partenariat fort.

En outre, la Russie est contre ce projet d'élargissement de l'OTAN vers l'Est. Elle redoutait alors que malgré l'effondrement du bloc communiste et de la disparition du pacte de Varsovie, les besoins de sécurité de l'Europe occidentale restent inchangés. Cette crainte a été confirmée par la survie de l'Alliance Atlantique. Par son existence, l'OTAN semble toujours

³ Audrey DONADEY, « L'élargissement de l'OTAN », in, *Regard sur l'EST*, n°18

considérer la Russie comme l'ultime vestige de la menace soviétique. D'où la qualification de la relation russe avec l'OTAN de « Paix froide ».

Dans cette optique, la Russie rappelle qu'elle a été trahie par les USA, lorsque ceux-ci, en contrepartie de l'accord de Gorbatchev en faveur de l'unification allemande, s'étaient engagés à ne pas étendre la zone d'activité de l'OTAN vers l'est.

Pour ce qui est des conséquences, l'élargissement de l'OTAN vers les pays de l'Est a été ressenti, du côté russe, comme une humiliation nationale, une preuve de la perte de son influence sur l'ancien bloc de l'Est, et comme un sentiment d'exclusion de l'Europe.

Encore, faut-il ajouter que cet élargissement a entraîné la perte d'un débouché important pour l'un des secteurs de son économie, l'industrie d'armement, qui, s'il est aussi endommagé, reste néanmoins compétitif et surtout rapporte encore des devises fortes, (la Russie reste le principal fournisseur des pays de l'ancien bloc communiste en gaz et en pétrole, mais aussi en armement, un commerce à haute valeur politique et stratégique)⁴.

Pour les Etats-Unis, l'élargissement de l'OTAN a permis de maintenir et d'accroître le rôle de l'Alliance Atlantique. La politique américaine tend ainsi à étendre son champ d'action en Europe, tout en affirmant son hégémonie, sa prépondérance politique et stratégique sur la scène européenne par une extension des zones où l'OTAN peut avoir les moyens d'agir et par une intégration renforcée de ses structures militaires. Les Etats-Unis ont ainsi pu faire de l'organisation politique et militaire de l'Alliance atlantique l'un des instruments de leur politique étrangère. L'exemple parfait en est les crises consécutives au morcellement de la Yougoslavie.

Cet élargissement de l'OTAN met en relief la conception américaine de la notion de « Sécurité » en Europe. Il signifiait une extension de la zone dont les Etats-Unis s'assureraient le contrôle. Encore faut-il ajouter qu'il fallait prendre en compte le désir de certains pays d'Europe centrale et orientale de s'intégrer dans l'OTAN afin de se protéger à l'avance contre le risque, même hypothétique, d'une future politique russe visant à y rétablir sa prépondérance. Ainsi l'objectif de ces pays rejoint celui des Etats-Unis : éviter l'émergence d'une puissance majeure à l'Est de l'Europe, et par conséquent, l'éventuelle constitution d'une nouvelle zone d'influence russe.

⁴ Jean Christophe ROMER, Géopolitique de la Russie, éd. Economica, 1999, p. 97.

1-3 L'intervention du Kosovo

Le conflit du Kosovo a marqué une nouvelle ère dans les relations russo-américaines. Avant l'intervention de l'OTAN au Kosovo, les relations russo-américaines étaient moins conflictuelles grâce à l'Acte Fondateur qui établissait des dispositifs de coopérations et de consultation, supposés permettre de prendre des décisions et de mener des actions conjointes. L'outil était le conseil conjoint permanent, dont la présidence était assurée par un groupe réunissant le secrétaire général de l'OTAN, un représentant de l'un des Etats membres de l'OTAN et un représentant de la Russie.

La crise du Kosovo mettait en relief la divergence des réactions et des attitudes des deux acteurs : l'OTAN, qui est pour une intervention militaire et la Russie qui s'y oppose farouchement, opte plutôt pour la voie diplomatique. Ainsi, la Douma, le 14 octobre 1998, adopte une résolution qualifiant toute action militaire de l'OTAN contre la Yougoslavie comme une atteinte à la sécurité de la fédération de Russie.

Cependant, la Russie n'a pas pu fléchir sa position aux conférences de Rambouillet (6-23 février 1999) et de Paris (15- 18 mars 1999). Dans cette perspective, la Russie est favorable à une large autonomie pour le Kosovo mais sans l'emploi de la force.

En septembre 1998, le Conseil de Sécurité adopte une seconde résolution dans laquelle l'usage indiscriminé de la force est condamné. Cette résolution indique que la situation au Kosovo constitue une menace pour la paix et la sécurité dans la région et le Conseil de Sécurité constate l'imminence d'une catastrophe humanitaire. A ce moment, l'OTAN donne le feu vert à son organisation pour une action militaire si les résolutions du Conseil de Sécurité ne sont pas respectées. Ainsi l'intervention de l'OTAN au Kosovo du 24 mars au 11 juin 1999 a été justifiée par le refus du gouvernement serbe d'accepter les termes de l'accord de Rambouillet qui organisait l'autonomie de cette province peuplée d'une majorité d'Albanais. Le refus de la Russie et de la Chine de s'associer à l'action engagée contre la Serbie a expliqué l'impossibilité où s'est trouvé le conseil de sécurité d'autoriser le recours à la force. L'OTAN a alors décidé d'intervenir sans mandat de l'ONU⁵. Après 11 semaines de bombardement, le conflit prit fin.

⁵ J.J ROCHE, Charles Philippe DAVID, Théories de la sécurité, Montchrestien, 2002

Sans aucune justification légale, l'intervention a donc suscité de vives réactions de la part de la communauté internationale. D'un côté, elle a été bien accueillie par un grand nombre de pays, dont les membres de l'OTAN. De plus, les frappes de l'OTAN n'ont pas été sanctionnées. De l'autre côté, plusieurs pays, à savoir : la Chine, l'Inde, Cuba et la Russie ont condamné l'intervention.

Cette crise du Kosovo a permis aux Etats-Unis d'obtenir le consentement le plus large des pays membres en leur faveur et consacré leur position : aux yeux des dirigeants russes l'OTAN a mené une guerre provocante, voire violente sous commandement américain avec l'approbation européenne. La guerre du Kosovo a ainsi montré que l'Alliance Atlantique n'avait pas seulement pour objet de défendre la « Sécurité » du continent européen, mais aussi d'assurer l'hégémonie américaine. Cette nouvelle légitimation de l'Alliance s'est faite au détriment des Nations Unies. L'ONU a, par conséquent, été mise à l'écart ce qui a suscité les critiques de pays s'estimant destinés à jouer un rôle fondamental dans la scène mondiale, notamment la Russie, la Chine, l'Inde, le Vietnam et l'Afrique du Sud.

Concernant la Russie, le ministre des affaires étrangères russe, M. Igor Ivanov, a qualifié les frappes de « Génocide » et annoncé le gel des relations avec l'Alliance.

Comme pour l'élargissement de l'OTAN, il est intéressant que la Russie, au moment de la crise du Kosovo, ait réagi surtout contre les Etats-Unis, et de manière beaucoup plus feutrée contre les pays européens qui étaient également en accord avec la politique d'élargissement ou d'une solution militaire au problème du Kosovo. Cela traduit l'américano-centrisme de la politique extérieure de la Russie, lié à l'héritage du duopole de la Guerre froide, et la difficulté de la Russie d'admettre que cette relation stratégique privilégiée n'est plus.

Un des derniers symboles de cette relation – le dialogue sur le désarmement stratégique – a également été l'objet de tensions entre la Russie et les Etats-Unis dans les années 1990.

1-4 La problématique du désarmement

Comme cela a été expliqué, le domaine du désarmement constituait le champ le plus symbolique de la relation bilatérale des années de Guerre Froide.

Le programme de défense antimissile (MD) des Etats-Unis vise à protéger l'ensemble du territoire américain contre un petit nombre de missiles balistiques. Ces projets prévoient le déploiement d'un système capable de protéger les Etats-Unis contre cinq ogives en 2005 et contre quinze têtes d'ici 2015.

Ce programme est controversé car il contrevient aux dispositions du traité ABM de 1972 qui impose aux deux parties une stricte limitation de leurs systèmes de défense antimissile et notamment le déploiement d'un système de défense antimissile national. La Russie se refuse à renégocier le Traité car elle craint que ce soit un facteur de relance de la course aux armements et de blocage des discussions multilatérales sur le désarmement et la non-prolifération. Mais le 13 décembre 2001, George Bush annonce officiellement le retrait des Etats-Unis du Traité ABM, qui devient caduc le 13 juin 2002, une clause du Traité ayant prévu un préavis de dénonciation de six mois.

Les Etats-Unis sont désormais libres d'effectuer des essais en vue de déployer un bouclier antimissile sur le territoire américain après 2004-2005.⁶

En mai 2002, Le président russe Vladimir POUTINE et son homologue américain George W. BUSH ont signé à Moscou un accord majeur, traité SORT, qui prévoit une réduction de 2/3 des arsenaux nucléaires de leurs pays d'ici 2012. Selon ce traité qualifié d'"historique" par Washington, les Etats-Unis et la Russie doivent réaliser une large réduction de l'arsenal des deux pays d'entre 1 700 et 2 200 ogives contre 6000 actuellement dans la prochaine décennie⁷.

Le traité russo-américain de réduction des armements satisfait parfaitement les objectifs de l'administration BUSH : garder la plus grande liberté de manoeuvre et ne s'engager en rien de manière définitive. Il a pour objectif d'offrir la plus grande souplesse possible au Pentagone. Ce nouvel accord ne requiert la destruction d'aucun missile ni d'aucune tête nucléaire. Chaque partie peut procéder à des réductions à son propre rythme, voire les interrompre et même recommencer à muscler son arsenal. La seule véritable contrainte, c'est que chaque camp ne doit plus compter que 1 700 à 2 200 ogives nucléaires d'ici à la fin 2012, date à laquelle le traité arrive à échéance, laissant aux deux parties la possibilité d'accumuler à nouveau autant d'armes qu'elles le souhaitent.

⁶ http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_international/nucleaire/debats/MD.shtml

⁷ Pierre DELMAS, BUSH POUTINE désarmement, Article publié le 24/05/2002
http://www.rfi.fr/actufr/articles/029/article_24089.asp

C'est un accord pratique pour les décideurs du Pentagone, qui se sont davantage inquiétés de garantir les options nucléaires des Etats-Unis que de limiter celles des Russes. Durant la guerre froide la principale préoccupation du Pentagone était que l'Union soviétique ne puisse pas devancer les Etats-Unis dans la course aux armements. Les accords sur les armements représentaient donc un enjeu considérable, et il était essentiel qu'ils soient dotés de clauses prévoyant une réduction des arsenaux et obligent ainsi les Russes à se séparer de leurs armes les plus menaçantes. Mais les priorités du Pentagone ont fondamentalement changé avec la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'armée soviétique. Du fait de ses contraintes économiques, la Russie sera naturellement poussée à réduire son arsenal. L'objectif majeur est d'assurer le maintien de sa propre flexibilité⁸.

BUSH peut certes se vanter d'avoir établi des relations plus étroites avec la nouvelle Russie, mais l'accord qu'il envisage de signer est conçu pour permettre à Washington de pouvoir renforcer son armement nucléaire si ces mêmes relations avec Moscou venaient à se détériorer. De plus, la question du système de défense antimissiles américain n'est pas abordée, contrairement au souhait initial de Moscou. Pour obtenir une telle flexibilité, l'administration américaine a dû faire des concessions. Cet accord sera légalement contraignant, comme le voulaient les Russes. L'administration BUSH ayant mis l'accent sur une plus grande flexibilité dans le développement de ses moyens nucléaires, elle a dû accorder à Moscou la même liberté à l'égard de son arsenal nucléaire. Par conséquent, les Russes vont pouvoir déployer de nouveaux missiles intercontinentaux à ogives multiples, car il revient moins cher de placer plusieurs têtes sur un même missile que de fabriquer un missile pour chaque tête.

Le président russe a fait entendre que la signature de ce traité constituait un grand pas en avant, mais il a réitéré sa position selon laquelle il est mieux de détruire les armes nucléaires désactivées au lieu de les conserver. Pour sa part, le président américain a déclaré que le traité consolidait la nouvelle amitié américano-russe et qu'il contribuerait à oublier la "méfiance et le doute" du passé. Ce traité, le premier signé depuis 10 ans entre la Russie et les Etats-Unis, a été critiqué par les communistes russes qui ont accusé M. POUTINE d'avoir "trahi les intérêts du pays". Or, à Moscou, l'accord du 23 mai entre BUSH et POUTINE n'a pas seulement porté sur le désarmement nucléaire et la réduction des deux arsenaux. Les

⁸ Michael R. GORDON, Désarmement : une nouvelle victoire pour le Pentagone, mai 2002, *THE NEW YORK TIMES*

entretiens BUSH-POUTINE, laissaient penser que l'Amérique ferait ployer la Russie à propos de l'Iran. L'une des pierres d'achoppement était la participation russe décidée à l'automne 2001 au programme nucléaire civil iranien concrétisé par la centrale de Bushehr. La Russie n'a pas cédé, sa coopération avec l'Iran ne reculera pas d'un pouce.

La symbolique du désarmement pour la Russie

Le 23 mai 2002 à Moscou, une marée de drapeaux rouges s'agite devant l'ambassade américaine. Les Russes protestent contre l'arrivée de Bush, venu signer un traité de désarmement nucléaire bidon avec le président Poutine.⁹

«Les ogives nucléaires américaines, elles, ne seront pas détruites. Sous-marins, missiles ou bombardiers stratégiques peuvent être opérationnels dans les secondes qui suivent. Cette année, pour le seul remplacement de ses anciennes ogives, la Maison-Blanche a déjà dépensé 15 milliards de dollars, sans compter que Bush se réserve le droit de développer de nouveaux programmes d'armements plus dangereux encore, comme son fameux bouclier antimissiles. La Russie capitule sur toute la ligne.»¹⁰

Vladimir Andreïev, du Parti communiste russe du Travail, ajoute: «Dans le temps, il existait un équilibre des forces entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Aujourd'hui, ces derniers sont devenus les gendarmes du monde et ils peuvent agresser impunément d'autres pays. Avant, la politique étrangère active de l'URSS et du pacte de Varsovie étaient là pour les contenir.»

En matière de désarmement comme de prolifération la période de la Guerre Froide s'avère donc marquée par une rivalité permanente des deux grandes puissances nucléaires, assortie d'une certaine méfiance et de gestes réfléchis n'obérant jamais leur stratégie d'influence respective.

Si la présidence russe a réagi calmement à la décision américaine de se retirer du Traité ABM, des positions moins neutres se sont exprimées dans les milieux militaires qui qualifient cette

⁹<http://www.ptb.be/scripts/article.phtml?section=A1AAABBPBA&obid=13905> Infos ORT (TV), 23 mai 2002

¹⁰ www.comunist.ru

décision de « grave menace pour la Russie » et au sein de la Douma qui affirme qu'elle « ouvre la voie à une nouvelle étape de la course aux armements ».¹¹

1-5 BUSH-POUTINE le retour du dialogue d'égal à égal ?

Les choses ont-elles changé depuis l'arrivée presque simultanée des deux pragmatiques que sont George W. BUSH et Vladimir V. Poutine ?

Grâce aux coïncidences du calendrier électoral, la Russie et les Etats-Unis sont entrés dans le XXI^{ème} siècle avec de nouveaux dirigeants appartenant à une même génération, l'arrivée de Vladimir POUTINE au Kremlin, puis celle de George W. BUSH à la Maison Blanche accélèrent l'adaptation entre les deux anciens adversaires de la guerre froide, à un environnement international profondément changé au cours de la dernière décennie¹².

1-5-1 La doctrine de BUSH

Avant tout regard sur l'après guerre froide, il est nécessaire de comprendre que la doctrine des Etats – Unis est celle du « problem-solving ».

Tocqueville disait que « l'Américain a une mentalité d'ingénieur, tout problème qui se pose doit nécessairement être résolu, l'espace et la matière sont faits pour être domptés ».¹³

Il faut rappeler les quatre principes directeurs qui se dégagent du schéma kantien de paix perpétuelle :

1. la paix perpétuelle découle de l'association naturelle entre les états démocratiques (ou républicains).
2. le nombre de démocraties va progressivement augmenter dans le monde.
3. les démocraties tendent naturellement à la paix entre elles.
4. elles ne tendent pas naturellement à la paix avec les états despotiques ou autoritaires.¹⁴

Woodrow Wilson s'appuyant sur la doctrine kantienne, dégage la vision moderne d'une paix fondée sur un état de droit à l'échelle supranationale qui bouleverse le concept classique de la paix conçue comme une absence plus ou moins prolongée de la guerre, dans cette vision

¹¹ Isabelle FACON, Un nouveau souffle dans les relations russo-américaines ?, <http://www.diplomatie.gouv.fr/cap/ressource/FD001389.pdf>

¹² Cahier de mars 2002, page 105

¹³ Gérard CHALIAND et Arnaud BLIN, *America is back*, Bayard, janvier 2003 page 100

¹⁴ *Ibid* page 108

kanto- wilsonienne, la guerre n'est plus en continuation de la politique, mais une faillite de la politique.¹⁵

Le système wilsonien, base de la doctrine de George W BUSH, définit donc un nouvel ensemble s'appuyant sur trois principes :

1. l'autodétermination d'états souverains.
2. la propagation et la défense de la démocratie libérale
3. la création d'un système de sécurité collective.

La doctrine de George.W BUSH est essentiellement orientée vers un développement de l'hégémonie des Etats-Unis afin d'assurer le contrôle des ressources énergétiques dont son pays est le premier consommateur (american way of life) , pour « assurer une stratégie géopolitique très agressive en vue d'éliminer certaines menaces (menace terroriste entre autres) et pour intimider le monde entier » au travers d'une démonstration de force militaire, voire de guerre, afin d'éviter la remise en cause de la suprématie américaine par l'émergence de nouveaux adversaires de premier plan.¹⁶

La politique de George W. BUSH envers la Russie s'appuie sur ce fondement ; BUSH a besoin de Vladimir POUTINE pour assurer un rôle clef dans l'Eurasie (le Caucase et l'Asie Centrale) afin de maintenir une influence sur ces pays de plus en plus tournés vers les Etats-Unis et éviter un vide qui serait occasionné par cette absence de relations.¹⁷

Cependant, BUSH n'a jamais orienté les relations de façon à ce que la Russie devienne un véritable allié des Etats-Unis même si les relations entre les deux présidents devant la presse semblent montrer le contraire.

1-5-2 La politique de POUTINE

Il est important de relever que Vladimir Poutine s'est montré désireux de réduire le poids des réflexes psychologiques dans les relations russo-américaines, réflexes liés à la nostalgie,

¹⁵ *Op.Cit*, 109

¹⁶ *Op.Cit*, 109

¹⁷ <http://mapage.noos.fr/revuesocialisme>

encore très prégnante au sein des élites politiques et militaires russes, de l'ancienne relation « de grand à grand ».¹⁸

Il faut montrer que dès son arrivée au pouvoir, et en dépit de fortes réserves provenant des milieux politiques et militaires, Vladimir POUTINE avait engagé un rapprochement entre la Russie et le camp occidental, celui des nations riches et civilisées.

Sa réaction immédiate et sans ambiguïté lors des événements du 11 septembre 2001¹⁹, fut le catalyseur pour la mise en place d'une politique coordonnée entre les Etats-Unis et la Russie, notamment aux niveaux :

1. Economique
2. Politique
3. Sécurité internationale
4. Stabilité stratégique²⁰.

En effet, lors de son premier mandat (2000-2004) Vladimir POUTINE mène « une politique (extérieure) programmatique, principalement subordonnée aux intérêts du développement intérieur et orientée sur un dialogue et une coopération élargie avec le reste du monde »²¹.

En avril 2000, lors d'une visite à Londres, Vladimir POUTINE manifeste son intention de renouer avec différents pôles de la communauté Euro Atlantique (Etats-Unis – OTAN). En mai 2002, on assiste à l'établissement du nouveau conseil OTAN-Russie au sein duquel la Russie a théoriquement une voix égale à celle des autres membres sur une dizaine de sujets²² :

- Union Européenne
- Pays membres des deux organisations ci-dessus en considérant qu'elles demeurent les « locomotives » politiques et économiques de la vie internationale.

¹⁸ Isabelle FACON, Un nouveau souffle dans les relations russo-américaines, *Op.Cit*

¹⁹ www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/PI

²⁰ www.russomania.com.articlephp3

²¹ Isabelle FACON, *Annuaire Stratégique et militaire 2004*, Odile Jacob

²² *Ibid*

Ses axes prioritaires ou majeurs sont définis comme les suivants :

1. Développement national pour que la Russie puisse s'assurer une place valable dans le monde.²³
2. Les Etats-Unis et les pays européens apparaissent comme des partenaires inévitables.
3. Le besoin en investissements et technologies étrangers oriente les nouvelles bases des relations avec les acteurs de la communauté euro atlantique
4. Rejet d'une politique d'opposition systématique à la politique américaine, désormais jugée productive du point de vue de la promotion des intérêts de la Russie.
5. La promotion de ses intérêts dans l'espace de l'ex-Union Soviétique (énergie, transport, industrie de défense et sécurité)²⁴.

Les relations BUSH-POUTINE, mêmes améliorées après le 11 septembre sont des relations de dominant à dominé. Pour ramener le niveau des relations d'égal à égal le programme proposé par le ministère des affaires étrangères de la Russie propose en 2005, à la veille du sommet de Bratislava, les points suivants :²⁵

1. la bonne volonté
2. l'ouverture
3. la prévisibilité
4. la confiance mutuelle
5. le respect de l'intérêt de l'autre partie

L'amélioration des relations entre George W. BUSH et Vladimir POUTINE est due à ce que les membres de l'administration de BUSH perçoivent très clairement la faiblesse et la dépendance de la Russie.²⁶

L'après Guerre Froide a clairement vu destituer la Russie de son rang de super puissance à un rang secondaire au niveau de la scène internationale.

Il existait un équilibre des forces entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Aujourd'hui, ces derniers sont devenus les « gendarmes du monde » et peuvent mettre en application leur

²³ Concept de politique extérieure de la fédération de Russie, juin 2000 (texte sur le site du ministère russe des affaires étrangères : www.mid.ru)

²⁴ Isabelle FACON, *Annuaire Stratégique et militaire 2004*, *op. cit.*

²⁵ www.french.xinhua.com

²⁶ Boris KAGARLITSKY, *La Russie Aujourd'hui*, p 347

politique sans aucune contrepartie. Pendant la Guerre Froide, la politique étrangère active de l'URSS était là pour contrebalancer la politique américaine.

Les relations russo-américaines d'après Guerre Froide ont fluctué autour de thèmes divergents faisant surtout plier la Russie aux désirs américains. Néanmoins l'arrivée de Poutine à Moscou va orienter la Russie vers une nouvelle situation internationale.

La situation analysée ci-dessus va subir des changements importants avec les événements, et leurs conséquences, du 11 septembre 2001.

CHAPITRE II

L'IMPACT DU 11 SEPTEMBRE ET LES ENJEUX GLOBAUX DES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES : GRANDE ALLIANCE OU RIVALITE ?

Les attentats du 11 septembre 2001 redessinent la carte géopolitique du monde. Il est même possible d'affirmer que derrière les principes mis en avant, les Etats redécouvrent partiellement la géopolitique²⁷. La toute première modification est le basculement de la Russie. Le président russe s'est rendu indispensable dans cette guerre au terrorisme, négociant son influence, qui devrait s'agrandir. Pour Moscou, il s'agit d'abord de renforcer son influence en Asie centrale et dans le Caucase du Sud pour démanteler certaines bases arrière du terrorisme tchéchène et justifier leur guerre sur ce territoire. Le 11 septembre marque aussi le début d'un rapprochement remarquable entre la Russie et les Etats-Unis. Est-ce que cette « grande alliance »²⁸ résistera aux divergences d'intérêts des deux superpuissances ou laissera-t-elle place aux rivalités passées ?

2-1 Une « grande alliance » contre le terrorisme

L'après 11 septembre début de la coopération russo-américaine ?

Les attentats survenus le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ont représenté pour les Occidentaux le pire des scénarii. Tout d'abord une réussite exceptionnelle des terroristes, contournement total des services de renseignements, révélation dramatique des vulnérabilités du système occidental, multiplicité des moyens terroristes de faibles coûts pour atteindre le cœur d'une démocratie. Les Américains conscients de leur isolement ont mené une action diplomatique visant à sonner le rappel de tous leurs alliés. Le président POUTINE a été le premier chef d'Etat, grâce au téléphone rouge mis en place en 1962, à contacter Georges W. BUSH après la catastrophe.

De plus, Vladimir POUTINE s'est entretenu, quelques heures plus tard, avec Condoleeza Rice et s'est engagé à offrir son aide dans lutte anti-terroriste.²⁹ A ce moment elle dira : « il me

²⁷ La géopolitique dans le monde de l'après-11 septembre 2001, 20 mai 2002 , <http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Forum/For0018-ModificationGeopolitiqueApres11Septembre.html>

²⁸ Frédéric ENCEL, Olivier GUEZ, La Grande Alliance, Flammarion, Mars 2003

²⁹ http://perso.wanadoo.fr/clavier.cierzniak/civi/elite_russe/cours_civ/usa_ru.htm

signifiait clairement que la Guerre Froide était terminée ». Les Américains étaient d'autant plus désireux de resserrer les liens avec Moscou que les russes possèdent, en matière de lutte anti-terroriste une expérience précieuse. Dès les années 1990, ils se sont intéressés aux Talibans et au mouvement islamique d'Ouzbékistan, et ont fait de la lutte contre l'islamisme radical un objectif prioritaire.

Le Kremlin et la Maison Blanche ont développé depuis des années les domaines de coopération dans la lignée de la lutte anti-terroriste. D'abord les officiers américains entraînaient l'armée ouzbèk aux côtés des Russes, bien avant l'attentat, signe que Washington estimait déjà que Moscou pouvait être un allié. Ensuite, en 1999, des officiers russes de renseignement avaient, sous la direction de la CIA, débattu des moyens des cellules terroristes d'Al Qaida en matière d'armes non conventionnelles ou nucléaires. Enfin en mars 2001, les russes transmettent à l'ONU un rapport faisant rigoureusement état de la localisation des bases d'Al Qaida, de son mode opératoire et de l'organigramme des Talibans. Néanmoins, il est important de souligner que ces coopérations n'étaient qu'anecdotiques avant le 11 septembre.³⁰

La Russie devient après le 11 septembre un des alliés les plus résolus des Etats-Unis en matière de lutte anti-terroriste. POUTINE permet l'ouverture de son espace aérien et ne s'oppose pas au déploiement des forces américaines en Ouzbékistan, en Tadjikistan ou au Kirghikistan. La Russie participe également aux actions militaires menées par les Etats-Unis en Afghanistan.

Des soldats russes surveillent la frontière Nord de l'Afghanistan et des forces spéciales, déjà en présence à l'intérieur du pays, fournissent de précieux renseignements à l'armée américaine. La Russie apporte également un soutien matériel aux combattants du Commandant MASSOUD en fournissant 30 à 45 millions de dollars d'armements.³¹

On peut ensuite citer le cas du traitement des déchets nucléaires et des armes vétustes où les Etats-Unis apporte une aide financière renforcée à la Russie. Dans le cadre d'un accord russo-américain, le président annonce au sommet du G8, à Kananaskis les 26 et 27 juin 2002, la création d'une enveloppe de 20 milliards de dollars pour contrôler et démanteler les armes de

³⁰ http://www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/fram_revpe_ar_0599.html

³¹ Dossier spécial : Yalta 2001, *Nouvel Observateur*, semaine du 11/10/2001

destruction massive chimiques et nucléaires, y compris les sous-marins nucléaires vétustes. Pour pallier à de nouvelles menaces terroristes notamment le vol d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires, ils décident en Août 2002 de mettre à disposition de la Russie de nouveaux fonds pour contrecarrer ces risques.

C'est précisément sur le terrain de la lutte anti-terroriste que le président russe POUTINE espère toucher les premiers dividendes du rapprochement avec l'Amérique. Depuis le 11 septembre Valdimir POUTINE, Président pragmatique et opportuniste a réussi à faire en sorte que l'occident critique moins fortement sa politique en Tchétchénie. L'analogie entre les indépendantistes tchéchènes et Al-Qaida fut proclamée dès le soir du 11 septembre et amplifiée dans le temps. Le ministre des affaires étrangères, Igor Ivanov, déclara : « Une guerre a été déclenchée contre nous, sans front, sans frontière et sans ennemi visible. »

Les américains ont assoupli leurs positions sur la stratégie d'autolégitimation de la politique militaire de Moscou en territoire tchéchène. Au sommet du 24 mai 2002 à Moscou, BUSH déclare lors d'une conférence de presse commune et en pleine tragédie tchéchène :

« Je comprends fort bien que le peuple de Russie ait souffert à cause des terroristes. Nous aussi avons souffert. ». La sanglante prise d'otages du théâtre de Moscou le 23 octobre 2002 scelle l'alliance entre Washington et Moscou. La grande alliance forgée dans le sang versé lors des attentats terroristes devient une réalité.

2-2 Vers une négociation sur la Corée du Nord

En juillet 2000, Vladimir POUTINE entreprend une vaste tournée asiatique, comprenant la Chine, le Japon, et, pour la première fois pour un chef d'Etat russe, en Corée du Nord - qui fait partie des « Etats voyous » selon la doctrine américaine. Néanmoins si POUTINE se rapproche de la Corée du Nord c'est principalement pour se rapprocher de la Corée du Sud par la promotion de la ligne de chemin de fer reliant la Corée du Sud à l'Europe en passant par la Russie.³²

³² Déclaration de Nikolaï AKSYONENKO, ministre des chemins de fer, lors de la Journée du Cheminot et déclaration d'Ilya KLEBANOV, co-président de la commission intergouvernementale russo-coréenne de coopération scientifique, technique et économique. Ces déclarations faisaient suite à la visite en Russie d'une délégation nord-coréenne conduite par Kim JONG-IL.

Le 29 janvier 2002, pendant la guerre d'Afghanistan qui suivit les attentats du 11 septembre 2001, Georges W BUSH utilise pour la première fois, dans son **discours sur l'état de l'Union**, la dénomination « Axe du mal ».³³ Le président américain désigne par cette appellation un axe imaginaire constitué par l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, trois pays qu'il accuse de vouloir se procurer des armes de destruction massive ainsi que d'abriter et de protéger des organisations terroristes hostiles au monde occidental et aux Etats-Unis.

Au cours des années 1990, plusieurs rapports de différents services de renseignements (CIA, services secrets allemands, FSB) ont fait état de trafic illégal de plutonium de la Russie vers la Corée du Nord, mais officiellement la Russie a cessé toute coopération avec Pyongyang depuis la fin de l'ère Gorbatchev, préférant les relations économiques avec Séoul.

Néanmoins POUTINE et Kim Jong-Il se rencontrent à Vladivostok en 2001, ce qui a d'ailleurs été interprété comme un geste de défiance à l'égard des Etats-Unis. L'annonce du 17 octobre 2002 de Washington à propos de la mise au point d'un programme d'armement nucléaire secret de la Corée du Nord met Moscou dans l'embarras.³⁴ D'autant plus que quelques semaines plus tard, l'ambassadeur nord coréen en poste à Moscou affirme que son pays a le droit de développer des armes nucléaires en raison des menaces américaines sur sa souveraineté.

Tout s'emballa en octobre 2002 quand Washington décide de mettre fin à l'envoi de pétrole négocié par l'ex-président Clinton en échange du gel du programme nucléaire nord-coréen. Sans tarder, la Corée du Nord prend les devants sur le risque d'une guerre préventive en remettant en marche ses installations nucléaires et en se retirant du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) le 10 janvier 2003.

« Après une approche belliqueuse, les Etats-Unis semblent finalement opter pour la voie diplomatique multilatérale. Les 28 et 29 août 2003, les Etats-Unis ont tenté une négociation grâce au nouvel allié Russe, le Japon, la Corée du Sud et la Chine comme principal médiateur. Mais chacun campe sur ses positions. Les Etats-Unis demandent le démantèlement total du

³³ www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_actualite/election_presidentielle_americaaine_2004/chronologie.shtml

³⁴ Roh Yoo-Jeong « Les États-Unis provoquent la Corée du Nord » www.reseauvoltage.net/article8935.html, 17 janvier 2003

programme d'armement nucléaire nord-coréen avant de s'engager à ne pas attaquer ou même à lever l'embargo économique sur le régime de Pyongyang. ».³⁵

De son côté, la Corée du Nord exige la signature préalable d'un pacte de non-agression et une aide économique plus importante.

Cependant, il n'est pas sûr que les efforts pour une solution diplomatique multilatérale parviennent à stopper la politique américaine en Corée. L'administration n'a en effet aucun intérêt à favoriser l'apaisement dans cette région de l'Asie. Refusant la politique « d'ensoleillement »³⁶ du gouvernement de Corée du Sud en direction de la Corée du Nord, elle veut maintenir sa présence (37 000 hommes) en Corée du Sud. Elle dispose de la sorte d'une avancée pour toute la région du Pacifique, en priorité face à la Chine. Une Corée unifiée développant des échanges économiques et politiques avec la Chine renforcerait la puissance hégémonique de cette dernière. La présence militaire américaine ne serait alors plus justifiée et cela pousserait les Etats-Unis hors de la région.³⁷

En juin 2003, le soutien de la Russie devient plus ferme. En effet, le ministre russe des affaires étrangères Igor Ivanov a exprimé la disponibilité de la Russie à jouer un rôle plus actif dans les négociations sur le règlement de la crise coréenne. Il a ajouté que POUTINE souhaitait la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Il a aussi appelé à la poursuite du dialogue entre les Etats-Unis et la Corée du Nord.

Il semble évident que la Russie n'a guère de prise sur la Corée. POUTINE se contente d'utiliser l'affaire nord-coréenne comme moyen de manifester son soutien au « grand allié » américain et surtout une façon de mener une politique de grande puissance, présente là où se manifestent des crises.

2-3 L'Iran pierre d'achoppement

Les relations entre Téhéran et Washington sont certes tendues depuis la révolution islamique et la prise d'otages de 1979, mais depuis le discours de George W. BUSH sur l'axe du mal, l'Iran est apparu comme une des principales sources de préoccupation de l'administration

³⁵ Courrier International WEB du 30/08/2003

³⁶ Communiqué conjoint de deux Corée, 1972, « la politique du soleil qui brille » des années 1990

³⁷ Roh YOO-JEONG « Les États-Unis provoquent la Corée du Nord », *op. cit.*

américaine. Dans le contexte de la polémique sur les possibles manipulations du dossier des armes de destruction massive en Irak – un autre membre de l’axe du mal –, il peut sembler à propos de relativiser la menace représentée par la République islamique d’Iran. Or, depuis l’été 2002, et particulièrement depuis la publication d’un rapport de l’Agence internationale de l’énergie atomique (AIEA) en juin 2003, la volonté iranienne de se nucléariser est de plus en plus souvent remise en question, ce qui semble accréditer la thèse américaine d’une menace nucléaire iranienne.³⁸

Les installations nucléaires de Bushehr, à laquelle participe la Russie, près du golfe Persique, représentent la première phase d’un vaste programme iranien de production électrique à partir de centrales nucléaires. Pendant des années, plusieurs analystes occidentaux ont soutenu que le programme nucléaire iranien à Bushehr pouvait servir au développement d’un programme nucléaire à des fins militaires, même si le but annoncé pour ces installations, opérées sous la surveillance de l’AIEA, est de fournir à l’Iran une source d’énergie alternative au gaz et au pétrole. La Russie, qui fournira le combustible nécessaire au fonctionnement des réacteurs de Bushehr, s’est assurée de récupérer le produit de la combustion nucléaire, qui, une fois retraité, pourrait être converti en plutonium. Les préoccupations occidentales dans ce dossier ne sont pas tant que l’Iran puisse produire des armes nucléaires à partir de la centrale de Bushehr, mais plutôt que sous le couvert d’un programme de recherche civil, l’Iran puisse acquérir suffisamment d’expertise pour se procurer une telle capacité nucléaire.

Téhéran et Moscou s'accordent

Dans le cadre de la lutte contre l’expansion du terrorisme international, la Russie et les Etats-Unis signent un accord le 30 juin 1995 (Albert GORE et Victor TCHERNOMYRDINE). Dans cet accord il est prévu que la Russie cesse de vendre des armes ou d’apporter une assistance technique à l’Iran avant le 31 décembre 1999. Pourtant en février 2005, POUTINE revient sur cette décision, la Russie et l’Iran signeront un accord clé qui permettra de mettre en service la première centrale nucléaire iranienne, construite par la Russie. Et Vladimir POUTINE affirme que Téhéran n'a pas l'ambition de fabriquer la bombe atomique avec autant

³⁸ Pierre JOLICOEUR, L’Iran et la question nucléaire, Col. Point de mire, Vol. 4, n° 6, 15 septembre 2003, www.er.uqam.ca/nobel/cepes

de conviction que George W. BUSH est convaincu du contraire³⁹. De quoi semer définitivement la discorde entre les deux présidents lors de leur rencontre le 24 février 2005 à Bratislava.

Il faut dire que le marché du nucléaire civil est extrêmement fructueux. Et la Russie, en quête d'indépendance politique, a bien l'intention de se positionner en force face à la première puissance mondiale. On parle de 800 millions de dollars pour la seule centrale iranienne de Bushehr, au sud de l'Iran, et d'autres collaborations entre Téhéran et Moscou sont en cours.

Fission diplomatique autour de l'Iran

La visite du président américain George W. BUSH en Europe, du 21 au 24 février 2005, a ravivé les débats sur les possibles dangers du programme nucléaire iranien, confortant les positions de chacun tout en irritant le gouvernement de la République islamique. Interrogé sur la possibilité d'une intervention militaire des Etats-Unis en Iran, le président américain s'est montré catégorique en affirmant que cette idée d'attaquer l'Iran était « tout simplement ridicule ». Avant toutefois d'ajouter : « toutes les options restent ouvertes ».⁴⁰

Autre question au programme de la visite du président en Europe : la Russie, qui construit actuellement une centrale nucléaire en Iran. Il déclare à ce sujet à la télévision ABC qu'il veut saisir l'opportunité de la rencontre à Bratislava pour mettre d'avantage de pression sur le président POUTINE et lui rappeler les valeurs de la démocratie. Il ajoute « j'attends avec impatience de le rencontrer en Slovaquie pour continuer à le regarder droit dans les yeux. Je crois que Vladimir comprend qu'une Russie orientée vers l'Occident est dans son meilleur intérêt ».

2-4 La fracture due au conflit Irakien

Les origines du conflit

L'Irak a toujours été un sujet de forte préoccupation de l'administration BUSH. Après G. BUSH père en 1991, c'est au tour de G.W. BUSH fils de finir le travail en 2003. Dès 2001, après les attentats de New York, l'Irak est accusé de soutenir Al-Qaida et le terrorisme international par les Etats-Unis et placé dans « l'Axe du Mal ».⁴¹ Les membres du

³⁹ « Vladimir POUTINE veut poursuivre la coopération nucléaire avec l'Iran » *Le Monde*, 19 février 2005

⁴⁰ « BUSH juge "ridicule" l'idée d'une attaque américaine contre l'Iran » mardi 22 février 2005, <http://fr.news.yahoo.com/050222/5/4a9wh.html>

⁴¹ « Discours sur l'état de l'union », *op. cit.*

gouvernement américain accusent le régime de Saddam Hussein de constituer une menace pesant sur « l'ordre mondial ».

La Russie ose s'opposer aux Etats-Unis

De son côté Moscou a régulièrement critiqué les bombardements américains sur l'Irak depuis les années 1990. Mais ce que souhaite surtout la Russie est la levée de l'embargo et la sauvegarde de l'autorité du conseil de sécurité de l'ONU.

La Russie participe activement aux efforts engagés par la France et l'Allemagne contre les efforts menés par Washington pour faire adopter par le Conseil de sécurité un projet de résolution ouvrant la voie à une intervention militaire en Irak. Face à la détermination de Washington, Moscou menace, en février 2002, d'utiliser son droit de veto au Conseil de Sécurité de l'ONU pour faire échouer la résolution américano britannique. Par cette position, la Russie marque clairement son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis et se place à nouveau au premier plan de la scène internationale. Le 17 mars 2003, Vladimir POUTINE annonce qu'une guerre en Irak serait "une erreur" qui mettrait en péril la sécurité internationale. "Nous sommes pour la résolution du problème exclusivement par des moyens pacifiques [...] tout autre développement serait une erreur lourde des plus graves conséquences " (agence de presse russe Inter fax).

Conséquences sur les relations russo-américaines

D'abord hésitante, la Russie a progressivement durci le ton, n'hésitant pas à menacer à plusieurs reprises les Etats-Unis d'utiliser son droit de veto en cas de seconde résolution : "ultimatum " contre le régime de Saddam Hussein. C'est à Igor Ivanov qu'est revenu le délicat privilège de mettre en garde le partenaire américain. Vladimir POUTINE, le président russe, n'est que très rarement apparu en première ligne : cherchant systématiquement à ménager son "ami" George W. BUSH, il s'est astucieusement abrité derrière le champion de la légalité internationale, Jacques Chirac. ⁴²

Au cours de ces semaines cruciales, la Russie a su éviter de nombreux écueils. Jamais elle n'a soutenu Saddam Hussein. Vladimir POUTINE n'a pas commis les mêmes erreurs que Boris Eltsine lors de la crise du Kosovo en 1999 où Moscou avait fait preuve de soutien envers

⁴² K. S. KAROL, «Le niet discret de POUTINE », *Le Nouvel Observateur*, semaine du jeudi 13 mars 2003 - n°2001

Slobodan Milosevic. Au contraire, il a profité de la scission entre Washington et une partie de ses alliés européens non pour s'opposer à l'Occident mais pour s'y agréger.

Si Vladimir POUTINE a pris soin de ménager George W. BUSH, ce dernier en a fait tout autant. Alors qu'Américains et Britanniques ont accusé la France d'avoir fait échouer la voie diplomatique en brandissant trop tôt l'arme du veto, la Russie n'a jamais officiellement subi les foudres de l'administration républicaine. Washington a, certes, soumis Moscou à de fortes pressions mais n'a exprimé que de la "déception" à son égard. La Russie n'a été ni menacée ni invectivée comme l'a été la France par l'entourage du président américain et certains médias d'outre-Atlantique.⁴³

BUSH, à la différence de certains sénateurs, croit qu'il faut maintenir un dialogue ou au moins l'apparence d'un dialogue avec POUTINE, pour que sa politique extérieure ne tourne pas au pire.

Le secrétaire de la défense, Donald RUMSFELD, illustre la position du président BUSH lorsqu'il déclare : "J'ai l'impression que le gouvernement russe est plutôt pragmatique et qu'il s'intéresse plus aux Etats-Unis qu'à l'Irak ... je pense qu'une éventuelle attaque de notre part contre l'Irak n'aurait pas de conséquences négatives sur nos relations avec la Russie."⁴⁴

2-5 Les rivalités dans le Caucase

Après 1989, la disparition de l'URSS a permis la création de trois nouveaux États caucasiens : l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Depuis cette indépendance, l'ensemble de la région sud caucasienne a été synonyme d'instabilité politique, économique et sociale. Les principaux problèmes de sécurité se résument en termes de conflits ethniques, de violence politique, de déclin économique et de compétition géopolitique.

Le Caucase : la convoitise russe

Le Caucase du Sud est devenu l'une des régions du monde où la compétition entre les grandes puissances s'est le plus fait sentir depuis la fin de la guerre froide. La localisation de la région et ses ressources énergétiques ont contribué à cette compétition.

⁴³ Olivier GUEZ, Frédéric ENCEL, « Le couple Washington-Moscou et la crise irakienne » *Politique Internationale* n° 99 - printemps 2003

⁴⁴ <http://www.usembassy.be/fr/frpolicy/fr.rumsfeld.082302.htm>

Le Caucase intéresse la Russie pour plusieurs raisons : l'accès à la mer, les délimitations frontalières et les ressources énergétiques.

La dimension économique du pétrole d'Azerbaïdjan, où les réserves sont considérables, intéresse Moscou. La compétition pour l'extraction, l'exploitation, l'évacuation est vive entre de nombreux acteurs : les Russes, les Turcs, les Iraniens, les Européens, les Asiatiques et les Américains y participent. Se pose aussi la question de l'évacuation du pétrole. Un consortium international gère l'exploitation des ressources pétrolières azéries en Caspienne, et Moscou a obtenu que la production azérie soit en partie exportée par deux oléoducs : l'un passera par la Géorgie, l'autre sera "russe", c'est à dire qu'il traversera le Caucase du nord pour rejoindre le port russe de Novorossisk, empruntant ainsi les anciens réseaux de l'ère soviétique. Là encore, c'est une belle victoire pour les Russes, qui touchent des royalties pour le passage de ce pétrole, et qui récupèrent un moyen de pression sur le gouvernement azéri.

Après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont dû réévaluer leurs intérêts dans la région. Russes et Américains s'affrontent autour des richesses pétrolières de la mer Caspienne. Une compétition dont les implications géostratégiques sont considérables. Ces deux principaux acteurs ont des objectifs diamétralement opposés.

La Russie tente de conserver le Caucase du Sud dans sa sphère d'influence, et tente d'empêcher les Etats régionaux (Turquie, Iran, Afghanistan et Pakistan) de mener une politique étrangère trop active et de dissuader les états comme les Etats-Unis ou la Turquie (fidèle allié des Etats –Unis et membre de l'OTAN) d'accroître leur présence dans la région.

La compétition géopolitique russo-américaine

Au cours de la décennie qui a précédé les attentats de New York, les administrations BUSH et Clinton considéraient le Caucase comme une zone d'intérêt américain, mais surtout ils étaient soucieux de préserver de bonnes relations avec la Russie qui considérait toujours le Caucase comme faisant partie de la sphère d'intérêt privilégiée russe. De ce fait, les Etats Unis avaient évité de s'y déployer militairement malgré l'ouverture de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie mais ils développaient leurs engagements dans la distribution de fonds sous forme d'aide au développement. Ainsi, l'Arménie et la Géorgie se sont situées parmi les plus grands bénéficiaires de l'aide publique américaine par habitant, juste derrière Israël.⁴⁵

⁴⁵ Vicken CHETERIAN, Dans l'engrenage de la guerre : L'Asie centrale, base arrière américaine, *Le Monde Diplomatique*, février 2003, page 20-21

Les Etats-Unis font évidemment tout ce qu'ils peuvent pour contrecarrer ce projet. Le Caucase a acquis une importance stratégique inattendue au moment où les forces militaires américaines se sont déployées en Asie centrale pour l'opération de guerre contre le terrorisme en Afghanistan. La Géorgie et l'Azerbaïdjan ont immédiatement offert sans restriction l'utilisation de leur espace aérien à la coalition anti-terroriste, alors que l'Arménie et la Russie l'offre avec certaines restrictions. Dans ce contexte, la stabilité de la région est devenue une nouvelle priorité pour les Etats-Unis. Cette nouvelle importance stratégique du Caucase pour les Etats-Unis s'est notamment révélée dans l'amendement de la section 907 du *Freedom Support Act*, qui a permis de lever les sanctions contre l'Azerbaïdjan. De fait, l'aide économique et militaire américaine pour l'Azerbaïdjan s'est vue augmentée au détriment de celle de l'Arménie, fidèle alliée de la Russie. Ce déséquilibre économique et militaire risque d'affecter le processus de paix entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie et fait craindre à cette dernière une détérioration du climat sécuritaire dans la région. Ces changements peuvent être interprétés comme un acte de défiance des Etats-Unis vis-à-vis de la Russie⁴⁶.

De son côté la Russie ne cesse d'accroître sa pression sur le régime de Tbilissi. Bien que les Russes, en vertu du traité d'Istanbul de 1999, dans le cadre de l'OSCE, aient signé un protocole devant aboutir à l'évacuation des bases militaires russes de Géorgie avant 2001, ils refusent pour le moment d'honorer leurs engagements, si bien qu'ils sont toujours présents près de Tbilissi et en Adjarie, laquelle est située à côté de la Turquie. De plus, l'aviation russe a pénétré l'espace aérien géorgien et même bombardé le territoire de la Géorgie pour éliminer des combattants tchéchènes. Face à ces incursions, Tbilissi prend de sérieuses mesures pour affirmer l'intégrité de son territoire et son autorité avec, l'aide des Etats-Unis. Les bombardements qui ont pris pour cible des villages, étaient d'une faible valeur stratégique sur le plan militaire. Ces gestes pouvaient être interprétés comme une menace implicite d'envoyer des troupes au sol dans la région si la Géorgie refuse de collaborer avec la Russie⁴⁷.

Les autorités géorgiennes ont indiqué que des terroristes étaient établis sur le territoire géorgien, parmi eux il y aurait une centaine d'islamistes non tchéchènes. Ce chiffre semble toutefois exagéré et s'explique par la volonté de Tbilissi de resserrer son association avec les Etats-Unis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme international. Washington et Tbilissi

⁴⁶ P. JOLICOEUR, T. JUNEAU, Asie centrale et Caucase, une sécurité mondialisée, janvier 2004, chapitre 5

⁴⁷ *Ibid*

ont largement trouvé leur compte : ces allégations ont d'abord servi à la Géorgie qui tente de tirer profit de l'intérêt accru des Etats-Unis pour s'émanciper du giron russe en acceptant l'aide américaine tout en déclinant l'offre d'assistance faite par la Russie. Les Etats-Unis y ont trouvé une justification pour l'envoi de troupes et une assistance militaire accrue en Géorgie. En formant quelques unités géorgiennes à la lutte anti-terroriste, les Etats-Unis espèrent surtout qu'elles serviront à la protection de l'important pipeline qui va de Bakou, en Azerbaïdjan, à Ceyhan, port méditerranéen de Turquie, en traversant la Géorgie. Cet oléoduc se construit avant tout grâce à des capitaux américains, ce qui fait que les Etats-Unis manifestent un intérêt accru pour la Géorgie et l'Azerbaïdjan, pays d'extraction du pétrole. De plus, les Américains tiennent à être présents dans la région caucasienne et surtout en Géorgie, laquelle a une frontière commune avec la Russie, au nord, et une autre avec la Turquie, pays qui fait partie de l'OTAN.⁴⁸

Toute la région est soumise à une militarisation. Il n'est donc pas étonnant que le président Saakachvili ait fait de l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN un objectif pour le long terme en matière de politique extérieure. Les interventions américaines de plus en plus pressantes dans les anciennes républiques soviétiques du Caucase sont mal perçues par l'opinion publique russe. Condoleezza Rice, la nouvelle secrétaire d'Etat des Etats-Unis, ajoute le 11 février 2005 à Luxembourg que : " le temps est venu pour l'Ukraine et pour la Géorgie de rejoindre l'OTAN, après avoir réalisé les étapes pratiques indispensables".

2-6 La lutte pour l'influence dans L'Asie centrale

Face à la position de leader qu'occupe l'Amérique dans la hiérarchie mondiale, le Président Vladimir POUTINE donne sa réponse le 30 juin 2000 dans un texte présentant la nouvelle doctrine russe de politique étrangère. Face à « la domination économique et militaire des Etats-Unis » (...) « la Russie cherchera à créer un système multipolaire dans les relations internationales ». (...) « L'Asie a une importance croissante pour la Russie, en raison de sa situation géographique et de la nécessité de développer les régions de Sibérie et d'Extrême Orient ».⁴⁹

⁴⁸ P. JOLICOEUR, T. JUNEAU, *Asie centrale et Caucase , une sécurité mondialisée op.cit.*

⁴⁹ Zbigniew BRZEZINSKI "Le Vrai Choix", Odile Jacob, 2004

L'Asie centrale est définie par l'espace comprenant les cinq anciennes républiques soviétiques musulmanes : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la République kirghize, le Tadjikistan et le Turkménistan. Aujourd'hui, cette zone représente des intérêts stratégiques, économiques et sécuritaires pour la Russie, les Etats-Unis et la Chine.

L'Asie centrale, en tant que région géographique, se situe donc au coeur des préoccupations stratégiques de Moscou qui s'inquiète de l'action d'autres Etats visant à y affaiblir son influence. Elle demeure l'acteur extérieur avec la plus forte présence générale, son comportement étant guidé par son héritage historique unique dans la région.

D'un point de vue énergétique, les enjeux sont importants. C'est le cas du pétrole, les Etats-Unis en ont besoin pour moins dépendre du golfe arabe⁵⁰.

En ce qui concerne les intérêts économiques de la Russie dans la zone, il faut relever le fait que son économie n'est pas dépendante de l'Asie centrale. Au contraire, c'est l'Asie centrale qui est davantage dépendante de ses relations avec la Russie⁵¹.

D'un point de vue stratégique, les Etats-Unis désirent mettre fin au monopole de la Russie dans cette région. De ce fait, Etats-Unis et Russie se sont déjà confrontés pour étendre leur influence en Ouzbékistan. "En 1995, l'Ouest et plus précisément les Etats-Unis ont clairement désigné l'Ouzbékistan comme le seul contrepoids valable à un éventuel renouveau de l'hégémonie russe et à l'influence de l'Iran." Les investissements ont été le principal instrument d'influence.

De son côté, l'Alliance de l'Atlantique Nord est en train d'attirer très énergiquement les Etats d'Asie Centrale et transcaucasiens dans son programme "Partenariat pour la paix" qui est mis en exécution à partir de 1997.

L'action des Etats-Unis et de l'OTAN par l'intermédiaire du "Partenariat pour la Paix" dans cette région semble particulièrement indisposer la Russie. Les russes ont en effet l'impression d'avoir été privé de leurs zones d'influences traditionnelles par le jeu de la politique occidentale et américaine en particulier.

⁵⁰ Hassan ZERROUKY, « ASIE CENTRALE LES FABULEUSES RESSOURCES DE LA MER CASPIENNE », *l'Humanité*, ed.12 octobre 2001.

⁵¹ P. JOLICOEUR, T. JUNEAU, *Asie centrale et Caucase , une sécurité mondialisée*, janvier 2004, chapitre 4

Etant donné l'importance géographique particulière, Moscou entend assurer sa sécurité sur son flanc sud, son « ventre mou ». Ainsi, de la Turquie, de l'Iran, du Pakistan, de l'Inde, de l'Europe et de l'OTAN en Asie centrale constituent autant de menaces potentielles auxquelles Moscou est très attentive. L'Asie centrale est donc considérée comme un maillon important du périmètre de sécurité russe. C'est pourquoi Moscou a mis l'accent sur la poursuite des liens militaires avec les nouvelles républiques d'Asie centrale. Son succès dans ce domaine est mitigé. Si elle assure une présence militaire au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Tadjikistan, l'Ouzbékistan, qui caresse également des ambitions régionales en Asie centrale, a pour sa part refusé l'établissement de bases russes sur son territoire alors que le Turkménistan ne compte que des gardes frontières russes faisant fonctions de conseillers.

Après le 11 septembre les Etats-Unis se sont empressés d'établir leur présence militaire en Asie centrale. Néanmoins, POUTINE n'entrave en rien la mise en place des bases militaires américaines dans cette zone, il permet même l'ouverture de son espace aérien et met à disposition de l'armée américaine des bases en Ouzbékistan ou en Tadjikistan.

Les Américains expliquent ce déplacement de leur présence militaire tout près du "ventre mou" Sud de la Russie par la guerre en Afghanistan et un changement de la nature même des menaces extérieures. En premier lieu par la menace numéro un qu'est le terrorisme international dont les états-majors et les camps d'entraînement gravitent essentiellement autour de la région centrasiatique.⁵²

La présence américaine aux frontières de la Russie, malgré les apparences, n'est pas un signe de faiblesse. POUTINE a de nouveau su tirer profit et faire preuve de pragmatisme. La présence militaire américaine est perçue par POUTINE comme potentiellement stabilisatrice pour une région encore vitale pour les intérêts de son pays. La Russie craint notamment la contagion de conflits religieux en provenance d'Asie centrale ou du Caucase qui pourraient atteindre les importantes minorités musulmanes présentes sur son territoire.

⁵² Vicken CHETERIAN, « L'Asie centrale, base arrière américaine », *op. cit.*

Cette crainte de l'islamisme radical, bien qu'elle soit réelle, fait cependant l'objet de manipulations. Elle est instrumentalisée pour fournir un prétexte aux ambitions de Moscou dans la région, surtout au Tadjikistan, où la Russie a installé une présence militaire d'environ 20 000 hommes.

Il semble donc à la Russie que la coopération en Asie centrale fut au mieux de ses intérêts. Compte tenu des fins et des différents moyens prônés par BUSH et POUTINE l'avenir de cette coopération semble compromis. Pour des raisons géographiques, historiques, culturelles, ethniques et stratégiques, la Russie utilise les moyens dont elle dispose pour essayer de protéger ses intérêts dans la région. Le profil bas adopté par les dirigeants centrasiatiques depuis l'élection de V. POUTINE démontre que les capacités russes sont perçues dans la région comme suffisamment solides pour que les républiques d'Asie centrale évitent de provoquer Moscou trop directement et qu'au contraire elles essayent d'entretenir les meilleures relations possibles avec l'ancienne Métropole.

CONCLUSION : Dorénavant, les relations russo-américaines continueront de fluctuer autour d'intérêts stratégiques convergents.

Aujourd'hui, il apparaît donc de plus en plus clairement que Russes et Américains peinent à élaborer un nouvel agenda bilatéral positif. Les considérables asymétries entre les capacités économiques et militaires respectives des deux pays posent en soi des limites au développement des coopérations. L'atténuation de l'importance du dossier du nucléaire militaire (traité SORT signé en mai 2002) a révélé le vide des relations bilatérales, que ne parviennent pas à combler les récentes annonces dans le domaine de l'énergie, dont il conviendra, du reste, de suivre la concrétisation. La pesanteur des perceptions mutuelles héritées de la Guerre froide constitue un autre obstacle essentiel à un resserrement profond et durable des rapports entre Moscou et Washington : de ce fait, le « partenariat stratégique » proclamé repose pour l'essentiel sur une relation privilégiée de président à président.

Mais aussi, il s'agit pour POUTINE de confirmer un rapprochement amorcé avant le 11 septembre et amplifié depuis, au point de sacrifier le traité ABM pour bénéficier d'un soutien de l'étranger au profit de ses impératifs intérieurs, notamment les promesses faites aux militaires (retraites, soldes, ...), une redéfinition du rôle de l'OTAN et de l'Union Européenne, un soutien à l'entrée de la Russie dans l'OMC, que lui apportent déjà l'Union Européenne et la Chine, qui permettrait un renforcement des exportations russes donc de l'économie russe en la libéralisant tout en favorisant un rétablissement de l'autorité de l'Etat. Cependant les Etats-Unis ne se sont pas prononcés sur cette futur adhésion russe et ils n'ont pas abandonné l'amendement Jackson-Vanik, qui impose des restrictions commerciales avec la Russie. Laissant planer le doute que les Etats-Unis ne paraissent pas davantage désireux de faire des gestes favorables quant aux intérêts russes.

Va-t-on vers une reprise de la guerre froide ? C'est fort probable, mais une guerre froide d'un genre nouveau, dans laquelle la Russie ne jouerait plus le rôle de superpuissance qu'assumait l'URSS, mais serait associée avec la Chine et l'Inde, ainsi qu'à d'autres puissances (Corée du Nord, Iran, Indonésie et bien sur l'Europe), constituant une sorte de « Front du Refus » face à la domination américaine considérée comme arrogante.

Bibliographie

OUVRAGES

- Raimond ARON, le Grand Schisme, Paris, Gallimard 1948, p 338
- Jean Christophe ROMER, Géopolitique de la Russie, éd. Economica, 1999, p. 97
- J.J ROCHE, Charles Philippe DAVID Théories de la sécurité, Montchrestien, 2002
- Gérard CHALIAND, Arnaud BLIN, America is back, Bayard, janvier 2003, page 100
- Isabelle FACON, Annuaire Stratégique et militaire 2004, Odile Jacob
- Boris KAGARLITSKY, La Russie Aujourd'hui, page 347
- Frédéric ENCEL, Olivier GUEZ, La Grande Alliance, Flammarion, Mars 2003
- P. JOLICOEUR, L'Iran et la question nucléaire, Col. Point de mire, Vol. 4, n° 6, 15 septembre 2003
- P. JOLICOEUR, T JUNEAU, Asie centrale et Caucase , une sécurité mondialisée, janvier 2004
- Zbigniew BRZEZINSKI "Le Vrai Choix", Odile Jacob, 2004

ARTICLES DE REVUES ET DE PRESSE

- Audrey DONADEY, « L'élargissement de l'OTAN », in, *Regard sur l'EST*, n°18
- Pierre DELMAS, BUSH-POUTINE désarmement, Article publié le 24/05/2002
http://www.rfi.fr/actufr/articles/029/article_24089.asp
- Michael R. GORDON, Désarmement : une nouvelle victoire pour le Pentagone, mai 2002, *THE NEW YORK TIMES*
- Cahier de mars 2002, page 105
- Dossier spécial : Yalta 2001, *Nouvel Observateur*, semaine du 11/10/2001
- Courrier International WEB du 30/08/2003
- « Vladimir POUTINE veut poursuivre la coopération nucléaire avec l'Iran » *Le Monde*, 19 février 2005
- K. S. KAROL, «Le niet discret de POUTINE », *Le Nouvel Observateur*, semaine du jeudi 13 mars 2003 - n°2001
- Olivier GUEZ, Frédéric ENCEL, « Le couple Washington-Moscou et la crise irakienne » *Politique Internationale* n° 99 - printemps 2003

- Vicken CHETERIAN, Dans l'engrenage de la guerre : L'Asie centrale, base arrière américaine, *Le Monde Diplomatique*, février 2003, page 20-21
- Hassan ZERROUKY, « ASIE CENTRALE LES FABULEUSES RESSOURCES DE LA MER CASPIENNE », *l'Humanité*, ed.12 octobre 2001

DIVERS

- www.guerrefroide.34sp.com/pages/organismes
- Isabelle FACON, Un nouveau souffle dans les relations russo-américaines ?
<http://www.diplomatie.gouv.fr/cap/ressource/FD001389.pdf>
- http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_international/nucleaire/debats/MD.shtml
- <http://www.ptb.be/scripts/article.phtml?section=A1AAABBPBA&obid=13905>, Infos ORT (TV), 23 mai 2002
- www.comunist.ru
- <http://mapage.noos.fr/revuesocialisme>
- www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/PI
- www.russomania.com/articlephp3
- Concept de politique extérieure de la fédération de Russie, juin 2000 (texte sur le site du ministère russe des affaires étrangères : www.mid.ru)
- www.french.xinhua.com
- La géopolitique dans le monde de l'après-11 septembre 2001, 20 mai 2002,
<http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Forum/For0018-modificationGeopolitiqueApres11Septembre.html>
- http://perso.wanadoo.fr/clavier.cierzniak/civi/elite_russe/cours_civ/usa_ru.htm
- http://www.politiqueinternationale.com/PI_PSO/fram_revpede_ar_0599.html
- Déclaration de Nikolaï AKSYONENKO, ministre des chemins de fer, lors de la Journée du Cheminot et déclaration d'Ilya KLEBANOV, co-président de la commission intergouvernementale russo-coréenne de coopération scientifique, technique et économique.
- www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_actualite/election_presidentielle_americaine_2004/chronologie.shtml
- Roh YOO-JEONG « Les États-Unis provoquent la Corée du Nord »
www.reseauvoltaire.net/article8935.html, 17 janvier 2003

- Communiqué conjoint de deux Corée, 1972, « la politique du soleil qui brille » des années 1990
- « BUSH juge "ridicule" l'idée d'une attaque américaine contre l'Iran » mardi 22 février 2005, <http://fr.news.yahoo.com/050222/5/4a9wh.html>
- <http://www.usembassy.be/fr/frpolicy/fr.rumsfeld.082302.htm>

ANNEXE 1

Situation générale et crises majeures à la périphérie de la Russie

(www.atlas-historique.net)



ANNEXE 2

Ressources énergétiques et bases américaines autour de la Mer Caspienne

(www.monde-diplomatique.fr)



Sources : Energy Map of the Middle East and Caspian Sea, Petroleum Economist and Arthur Andersen, Londres, 2002 ; Comité professionnel du pétrole (CPDP), Central Intelligence Agency's 2000 Maps and Publications (CIA), United States Energy Information Administration (US-EIA) ; Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ; www.Globalsecurity.org ; United States Department of Defense (US-DOD) .

PHILIPPE REKACEWICZ

ANNEXE 3

Situation de la RUSSIE par rapport à l'ASIE

